Fondation Jean Jaurès

International

ÉLECTIONS DE 2016 EN IRAN : DÉPLACEMENT AU CENTRE

Delphine O, Roohollah Shahsavar

15/06/2016

Les élections législatives iraniennes de février 2016 ont vu le camp des réformateurs et des conservateurs modérés, soutenant le président Rouhani, remporter le scrutin et renforcer ainsi la légitimité de la politique du président. Les auteurs, du site Lettres persanes, décryptent les résultats et analysent les conséquences politiques intérieures.

Trois mois après le premier tour des élections législatives, la composition du nouveau *Majles* est enfin connue. Le dixième Parlement iranien depuis la Révolution compte 290 élus, avec un nombre inédit de 178 députés élus pour un premier mandat et un taux de renouvellement supérieur à 75%. Les députés de la République islamique sont très diplômés (146 diplômés d'un master, 111 détenteurs d'un doctorat) et la moyenne d'âge avoisine les 50 ans. La composition du Parlement reflète indubitablement la mutation de la société iranienne et des électeurs. Le nouveau *Majles* compte en effet un nombre record de femmes (17 députées, pour la plupart membres de la liste de l'Espoir), et seulement 5 clercs. Fait historique pourtant passé inaperçu, un député sunnite, Mohammad Ghassin Osmani, a été élu au bureau du Parlement[1].

La liste de l'Espoir, présentée par la coalition de réformateurs et de conservateurs modérés et menée par le triumvirat Rouhani-Rafsanjani-Khatami, remporte 150 sièges, contre un peu plus d'une centaine de sièges pour les ultraconservateurs. Ali Larijani, conservateur modéré allié de Rouhani, remporte la présidence du *Majles*, qu'il occupait déjà depuis 2008. Qui est Ali Larijani, et que signifie son élection à la tête du Parlement ?

Ali Larijani, un maître artisan de la politique iranienne

Après plusieurs semaines d'intenses spéculations, le nom du nouveau président du *Majles* est finalement connu. Le 31 mai, Ali Larijani a été élu pour la troisième fois à la tête de la Chambre monocamérale de l'Iran. Il est utile de revenir sur le parcours de ce pilier de la politique iranienne pour mieux comprendre la portée de son élection et le déplacement des forces politiques vers le centre qu'elle traduit.

Ali Larijani n'a pas toujours été un allié des réformateurs iraniens. Issu d'une famille religieuse et puissante de la province du Mazandaran[2], il appartient à la droite traditionnelle, très proche du *bazar* et de la bourgeoisie commerçante, en perte d'influence depuis plusieurs années. Ministre de la Culture sous Hashemi Rafsanjani (de 1992 à 1994), il devient un des opposants ultraconservateurs les plus féroces au gouvernement de Mohammad Khatami, au point que ce dernier l'exclut du *heyat dolat*[3] malgré son poste à la tête de l'organisme officiel de la radio et de la télévision nationales (1994-2005). Après l'élection de Mahmoud Ahmadinejad, il devient secrétaire du Conseil de sécurité nationale et négociateur en chef pour le dossier nucléaire (2005-2007). À couteaux tirés avec le Président, dont les positions inflexibles et les diatribes anti-occidentales déplacent l'échiquier politique vers un conservatisme exacerbé, Ali Larijani se distance de son propre camp. En 2007, alors qu'il est favorable à un accord avec les puissances occidentales pour résoudre la question nucléaire, il est remplacé par Saeed Jalili, plus proche de Mahmoud Ahmadinejad et partisan d'une ligne dure face au P5+1 (groupe composé des 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne).

Depuis 2008, il a siégé sans discontinuer à la présidence du *Majles*. Sous le deuxième mandat de Mahmoud Ahmadinejad (2009-2013), son inimitié avec le Président tourne à l'aigre : en pleine séance parlementaire, ce dernier présente une vidéo – tournée en caméra cachée – qui incrimine Fazel Larijani, le frère d'Ali, pour une affaire de corruption. Ali Larijani n'est pas en reste dans ce combat où tous les coups sont permis : il n'hésite pas à l'accuser directement d'être à l'origine du soulèvement de 2009 (où la réélection d'Ahmadinejad avait été contestée par un immense mouvement populaire, réprimé dans le sang) et de perturber le débat politique au profit de son intérêt personnel.

L'élection de Hassan Rouhani à la présidence de la République islamique en 2013 voit un rapprochement entre les deux anciens conservateurs. Larijani soutient Rouhani lors de sa campagne présidentielle et apporte son poids politique aux négociations nucléaires relancées par le gouvernement. En retour, il devient le candidat préféré de Rouhani pour la présidence du Parlement, pourtant disputée par Mohammed Reza Aref, un réformateur issu de la liste de l'Espoir.

L'élection de Larijani à la présidence du Parlement : une victoire réformatrice

Beaucoup d'encre a coulé pour tenter d'expliquer la réélection de Larijani à la tête du *Majles*, alors que les observateurs occidentaux auraient préféré voir le candidat réformateur Aref accéder à ce poste de pouvoir, après la victoire de la liste de l'Espoir aux législatives. Or, lors de l'élection au

Parlement, une cinquantaine de députés de la liste de l'Espoir ont préféré Larijani à Aref, pourtant chef de file de ladite liste à Téhéran pour les élections du bureau provisoire de l'Assemblée[4].

Que faut-il en conclure ? En premier lieu, que les pairs d'Aref – y compris de son propre bord politique – ne l'ont pas jugé capable de remplir au mieux la tâche principale du poste convoité : manœuvrer entre les diverses fractions – particulièrement indisciplinées – du *Majles*, et tisser savamment des alliances, souvent éphémères, mais indispensables à un vote au Parlement. L'ancien candidat à l'élection présidentielle, qui s'était retiré au profit de Rouhani en 2013, n'a pas su convaincre de ses capacités de leadership. À l'inverse, Larijani, fin tacticien, a su faire preuve depuis 2008 d'un sens aigu du compromis et d'une capacité d'adaptation remarquable – qualités indispensables à celui qui aspire à devenir *primus inter pares* en politique, iranienne *a fortiori*.

On comprend mieux pourquoi le groupe parlementaire issu de la liste de l'Espoir et composé de réformateurs a décidé de ne pas présenter son champion, Aref, pour soutenir la candidature de Larijani. Cette décision ne devrait pas surprendre, puisque le même groupe avait déjà soutenu la candidature de Larijani lors de la campagne législative. Pour les ultraconservateurs d'ailleurs, l'alignement de Larijani et des réformateurs n'a jamais fait l'ombre d'un doute. Mehdi Kouchakzadeh, ancien leader ultraconservateur qui a perdu son siège au nouveau Parlement, l'a bien compris en disant : « Que la tête de liste des réformateurs à Qom (Larijani) emporte la présidence de l'Assemblée, ou que la tête de liste des réformateurs à Téhéran (Aref) gagne, ne fait aucune différence ».

Contrairement aux apparences, l'abstention d'Aref ne sonne donc pas la défaite des réformateurs. Tout d'abord parce que Larijani lui-même a mené la liste de l'Espoir, qu'il est proche de Rouhani et qu'il connaît assez bien les conservateurs pour gérer habilement les méandres des coalitions à construire. Mais aussi parce qu'un coup d'œil sur le bureau du *Majles* suffit de s'en persuader, comme le relève le journal *Shargh* : « À la fin de ce marathon, les conservateurs proches de Larijani ont obtenu 5 des 12 sièges du bureau (président, deux secrétaires et deux observateurs). La liste de l'Espoir égalise cette victoire en remportant elle aussi 5 sièges (deux vice-présidents, deux secrétaires et un observateur). En revanche, les autres conservateurs rassemblés autour du Front de la résistance (*Paydari*) ne repartent qu'avec 2 sièges du bureau. »

L'élection de deux vice-présidents sur la même ligne que Rouhani apporte une preuve de plus de la victoire du camp des réformateurs et des conservateurs modérés. Le premier vice-président, Masoud Pezeshkian, est un véritable réformateur. Ancien membre du parti *Mosharekat*, il a défendu Mir Hossein Mousavi, le candidat réformateur à l'élection présidentielle de 2009 (en résidence surveillée depuis) et contesté la répression, notamment des journalistes. Pezeshkian compte parmi

les rares étoiles des réformateurs à ne pas avoir été disqualifié par le Conseil des Gardiens de la Constitution[5], probablement en raison de sa base populaire à Tabriz (son fief) et son refus d'entrer en collision directe avec l'ayatollah Ali Khamenei, le Guide suprême.

Le second vice-président, Ali Motahari, est lui aussi – comme Larijani – un conservateur modéré qui s'est rallié à Rouhani. Fils du célèbre philosophe et théologien Ali Morteza Motahari, dont on dit qu'il fut le seul dont l'assassinat en 1979 fut pleuré par Khomeini (dont il était l'élève), Ali Motahari n'a pas eu une carrière politique prolifique, mais comme beaucoup d'enfants de figures emblématiques de la Révolution, il tire sa légitimité de l'aura de son père, qui fut adulé à son époque et dont les réflexions philosophiques sur la nature de la République islamique trouvent encore un écho aujourd'hui en Iran. Conservateur, il s'est retourné contre Mahmoud Ahmadinejad sous son second mandat et n'a pas hésité à condamner la répression des prisonniers politiques en 2009, tout autant que la corruption qui minait le gouvernement. Il est un des rares hommes politiques iraniens à avoir critiqué l'ayatollah Khamenei, tout en respectant le rôle que lui attribue la Constitution.

Déplacement du centre de gravité de la politique iranienne vers le centre

Au-delà de la portée symbolique de la réélection de Larijani (237 voix sur 290, un record), le constat d'un déplacement des lignes politiques iraniennes vers le centre s'impose. Larijani lui-même incarne cette évolution du paysage politique – et plus particulièrement d'une frange substantielle des conservateurs –, entamée avec les événements de 2009.

En 2009, la répression subséquente à la contestation de la réélection d'Ahmadinejad par la rue iranienne envoie une onde de choc dans les rangs conservateurs, censés se ranger derrière le Président. Pour beaucoup, c'est un tournant. Qu'ils soient sincèrement choqués par les représailles contre les manifestants ou qu'ils se rendent simplement à l'évidence, nombreux sont les conservateurs traditionnels à prendre conscience de la nécessité d'une évolution du système vers une configuration plus démocratique et moins idéologique. Les attentes de la société iranienne ne sont pas révolutionnaires (et le scénario du Printemps arabe ne prendra pas pied en Iran), mais leur étouffement brutal, à l'image de la répression, traduit l'incapacité du système à y répondre. Or après 2009, le camp des réformateurs est décapité : Mir Hossein Mousavi et Mehdi Karroubi[6] sont en prison (puis en résidence surveillée) et les figures principales du parti sont disqualifiées d'office et donc privés d'élection.

La prise de conscience des attentes de la population et l'ouverture d'un champ au centre de

l'échiquier politique (laissé vide par les réformateurs) créent une opportunité unique pour les conservateurs modérés : ce sont eux qui incarneront les attentes de la société, sans pour autant heurter le régime de front. Hassan Rouhani, le premier, l'a compris : parti de positions conservatrices lors de son passage à la tête du Conseil de sécurité nationale (1989-2005), il fait campagne sur une plateforme modérée en 2013. Dans ce processus, et avec la mise en œuvre de son programme diplomatique, Rouhani est devenu un vrai réformateur[7], comme l'attestent certaines de ses prises de position sociétales.

Dans sa vision de l'Iran, Rouhani a compris que si les événements de 2009 ont asphyxié les réformateurs (qui reviendront quelques années plus tard, malgré les disqualifications), ils ont favorisé l'émergence d'un véritable centre. Il a en quelque sorte ouvert la voie à d'autres conservateurs, comme Ali Larijani, pour conduire ce courant des élites iraniennes qui s'est rendu compte que l'ancien système conduirait le pays à la perte. Aujourd'hui, ce sont par exemple ces anciens conservateurs qui contestent la disqualification de Minoo Khaleghi[8], une députée de la liste de l'Espoir à qui il est reproché d'être apparue tête nue en Europe et d'avoir serré la main d'hommes étrangers.

Ce déplacement du centre de gravité de la scène politique iranienne répond également et évidemment à une alliance d'intérêts bien compris. Ali Larijani sait que sans le soutien de Khatami et des réformateurs, seuls à pouvoir véritablement s'appuyer sur une base populaire, son élection n'aurait pas été assurée ; les réformateurs savent, eux, que pour l'emporter sur les ultraconservateurs, ils ont besoin de créer un nouveau front qui inclut les conservateurs modérés, à commencer par Larijani.

Hashemi Rafsanjani et l'Assemblée des experts

À l'image de la victoire de Larijani au *Majles*, l'élection d'Ahmad Jannati – emblème des ultraconservateurs iraniens et déjà président du Conseil des Gardiens de la Constitution – à la tête de l'Assemblée des experts[9] n'a pas manqué de confirmer, aux yeux des médias occidentaux, que la scène politique iranienne est toujours dominée par les ultraconservateurs. Mais cette interprétation ignore le rapport de forces qui a présidé à l'élection de Jannati. Ce dernier a en effet recueilli 51 voix. Or, l'élection du Guide suprême (tâche unique de l'Assemblée) nécessite une majorité de 58 voix, ce qui signifie que si cette élection avait lieu aujourd'hui, les ultraconservateurs ne seraient pas en mesure d'imposer leur candidat[10]. 51 voix, c'est donc le maximum de voix que ces ultraconservateurs ne pourront jamais remporter au sein de l'Assemblée, le signe d'une faiblesse plutôt que d'une force.

Hashemi Rafsanjani et Hassan Rouhani ont astucieusement choisi de ne pas investir leur énergie et leur capital politique dans l'élection à un poste sans véritable substance, dans un organe dont le rôle est certes important, mais qui pourrait ne pas être amené à se prononcer avant plusieurs années. Ni l'un ni l'autre n'ont aujourd'hui besoin de ce poste de président de l'Assemblée des experts pour s'assurer de leur popularité. Le poids et l'influence de Rafsanjani[11] dans le jeu politique iranien (élu avec 2,3 millions de voix, contre 1,3 million pour Jannati) sont suffisamment assurés pour qu'il se dispense de concourir à la mandature suprême de l'Assemblée des experts. Celui-ci a justifié son absence de candidature en expliquant… qu'il aurait autant de pouvoir en tant que membre de l'Assemblée que comme Président.

Conclusion

En tout état de cause, Hassan Rouhani dispose d'une majorité indéniable au Parlement. Certes, seuls 105 députés ont assisté à la première réunion du groupe issu de la liste de l'Espoir. Mais ils sont 158 à avoir voté pour Pezeshkian, le vice-président réformateur allié de Rouhani. C'est ce chiffre qu'il faut retenir pour visualiser la répartition des futurs votes au *Majles*. *A minima*, aucun groupe ne réussira à rassembler les voix suffisantes pour remettre en cause l'accord nucléaire et les choix diplomatiques de Rouhani. *A maxima*, le Président sera en mesure de mettre en œuvre son agenda de réformes économiques afin de s'assurer une réélection en juin 2017.

Le Président se retrouve en 2016 dans la même situation que son prédécesseur, Mohammad Khatami, en 2001 : fort d'une majorité au Parlement et d'un soutien populaire, il s'expose toutefois au risque d'un mécontentement croissant de la population, dont les attentes iront *crescendo*. Face au gouvernement et au Parlement, les ultraconservateurs vont user de tous les moyens pour miner le moral de la population et convaincre les électeurs de l'inefficacité des réformateurs et des conservateurs modérés.

La pression va donc s'accumuler sur le Président et ses partisans : en vue d'obtenir les résultats attendus à l'extérieur (retombées économiques du dossier nucléaire), mais aussi à l'intérieur (lutte contre la corruption, meilleure gestion économique, ouverture sociale et politique). Sans pouvoir rejeter la faute d'un manque de résultats sur un Parlement qui bloquerait son action, Rouhani devra donc répondre aux attentes de la société iranienne – *a fortiori* s'il souhaite être réélu l'année prochaine.

1. La Constitution prévoit des sièges réservés pour les minorités religieuses (un représentant juif, deux représentants chrétiens, un représentant zoroastrien). Historiquement, le système n'a jamais empêché l'élection de députés sunnites, mais c'est la première fois qu'un sunnite accède à un poste prestigieux au sein du bureau du *Majles*.

2. Un de ses quatre frères, Sadegh Larijani, est chef du pouvoir judiciaire depuis 2009. Contrairement à Ali, Sadegh Larijani est resté sur une ligne conservatrice dure, très fidèle au Guide suprême.
3. Le heyat dolat (Conseil du gouvernement) rassemble le Président et les vice-présidents, l'ensemble du cabinet et les directeurs de diverses organisations étatiques (l'Organisation de la radio et de la télévision nationales, le Conseil de sécurité nationale, etc.).
4. Les députés procèdent à un premier vote « en blanc » pour évaluer le poids de chaque candidat, la veille de la véritable élection. À l'issue de ce vote officieux, l'élection officielle est organisée pour le bureau de l'Assemblée.
5. Le Conseil des Gardiens de la Constitution est chargé de vérifier l'éligibilité des candidats aux élections présidentielles, parlementaires et de l'Assemblée des experts. Il peut donc disqualifier des candidats avant la tenue des élections.
6. Les deux candidats à l'élection présidentielle de 2009, qui contestent la victoire de Mahmoud Ahmadinejad.
7. Mohammed Reza Aref, le candidat des réformateurs à l'élection présidentielle, se désiste en faveur de Rouhani en 2013. Le cabinet actuel du Président compte 8 ministres clés du camp des réformateurs, qui furent déjà membres du cabinet de Khatami et ont participé à la campagne de Mousavi.
8. Elue dans la circonscription d'Ispahan, la députée réformatrice s'est vue contester son élection par le Conseil des Gardiens de la Constitution (dont les attributions ne comprennent pas la possibilité d'exclure un candidat après son élection).
9. L'Assemblée des experts, composée de 88 membres, élit le Guide suprême. Selon la Constitution, cet organe peut également démettre le Guide et superviser ses actions, mais en pratique, il s'en tient à son élection.
10. En d'autres termes (hypothétiques), si Rouhani ou Rafsanjani s'étaient présentés, Jannati aurait été écrasé.
11. Comme en témoignent les conséquences, ou plutôt l'absence de conséquences, de la visite de sa fille à des personnalités bah'ai, la situation de Rafsanjani est extrêmement solide. Pour un sujet aussi sensible (les bah'ai sont interdits de pratique et persécutés en Iran), les faibles retombées médiatiques de cet épisode prouve que Rafsanjani est immunisé contre de nombreux soubresauts de la politique iranienne.